



Publication externe de poste vacant

50654106

Job Posting Title

EXPERT PRINCIPAL EN GOUVERNANCE DE L'INTERNET

Date de début

19.06.2019

End Date

22.07.2019

Code de référence

IE /2019 / 03 / 04

Désignation de la fonction

SENIOR INTERNET GOVERNANCE (IG) EXPERT

Organization

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Les États membres de l'Union africaine rencontrent des difficultés spécifiques dans le secteur des TIC, notamment dans les domaines suivants :

- Harmonisation des cadres politiques, juridiques et régulateurs mesurables ; et
- Développement des capacités dans le domaine de la gouvernance de l'Internet.

Pour donner suite à ces difficultés, la Commission de l'Union africaine, avec le soutien de l'UE, a lancé la mise en œuvre de l'Initiative de politique et de régulation de l'Afrique numérique (PRIDA). L'initiative PRIDA vise à appuyer et à faciliter les projets et produits suivants :

- i. Harmonisation des cadres politiques, juridiques et réglementaires, établissement d'un mécanisme de coordination et d'une plateforme de partage des connaissances
- ii. Renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance de l'Internet : Développement de contenus et formations.

En vue de la réalisation de ces objectifs, l'Union africaine entend renforcer sa capacité à s'acquitter de sa mission en procédant, entre autres, à la mise en œuvre d'une nouvelle structure organisationnelle et au pourvoi de tous les postes vacants.

La Commission de l'Union africaine invite les citoyens des États membres à soumettre leurs candidatures au poste d'EXPERT PRINCIPAL EN GOUVERNANCE DE L'INTERNET (Initiative de politique et de réglementation pour l'Afrique numérique – PRIDA) au sein du Département de l'Infrastructure et de l'Énergie à

Addis-Abeba (Éthiopie).

Service

1- Poste :

Intitulé du poste : Expert principal en gouvernance de l'Internet
Grade du poste : P3 Échelon 5
Superviseur : Chef de la Division Société de l'information
Département : Infrastructure et Énergie
Lieu d'affectation : Addis-Abeba (Éthiopie)
Nombre de postes : 1

Projet

2- Descriptif du poste :

Fournir une expertise technique et un appui en gestion de projet dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de projet de l'initiative PRIDA liés au renforcement des capacités en matière de gouvernance de l'Internet.

Tâches

3- Principales fonctions et responsabilités :

Sous la direction générale du chef de la Division Société de l'information, l'Expert apportera ses compétences spécifiques en la matière et contribuera à mettre en place les éléments nécessaires pour mener à bien les activités du projet. Le titulaire sera chargé, entre autres, de :

- Participer aux activités de projet quotidiennes liées à l'initiative PRIDA ;
- Fournir le soutien et les idées nécessaires à la mise en œuvre efficace des activités proposées ;
- Élaborer des Termes de référence pour les points focaux nationaux ;
- Préparer des rapports périodiques et des plans d'action, le cas échéant ;
- Aider à la préparation des réunions des comités directeurs et techniques ;
- Assurer la liaison et la coordination avec les différentes parties prenantes de PRIDA au sein et à l'extérieur des départements de la Commission de l'UA ;
- Assurer la liaison avec les forums nationaux et régionaux sur la gouvernance de l'Internet (FGI nationaux et régionaux) et les communautés économiques régionales (CER) afin d'identifier les sujets prioritaires et les problèmes communs ;
- Fournir un aperçu de l'évaluation de la situation, des défis et des besoins existants en matière de gouvernance de l'Internet en Afrique ;
- Organiser des ateliers multipartites au niveau continental pour valider les résultats des évaluations ;
- Organiser un atelier de validation de l'évaluation ;
- Contribuer au développement et à la validation du contenu de la formation sur la gouvernance de l'Internet ;
- Assurer le suivi de la qualité de la formation avec les formateurs nationaux, les CER et les formateurs régionaux ;
- Organiser des ateliers de formation sur la gouvernance de l'Internet pour différentes parties prenantes (gouvernements, entreprises, universités et société civile) au niveau national, régional et continental ;
- Organiser des formations pour les diplomates ;
- Appuyer les efforts visant à mettre en place une structure de gouvernance de l'Internet durable ;
- Coordonner les subventions et les assistances techniques fournies aux institutions nationales

sélectionnées pour le renforcement des capacités en matière de gouvernance de l'Internet ;

- Appuyer la mise en place de FGI nationaux ;
- Soutenir l'organisation annuelle de l'Académie africaine sur la gouvernance de l'Internet ;
- Soutenir l'organisation de FGI régionaux ;
- Soutenir l'organisation de FGI continentaux ; et
- S'acquitter de tout autre tâche qui pourrait lui être confiée par les superviseurs.

Exigences

4- Aptitudes et compétences requises

- a) **Professionalisme** : Le titulaire doit faire preuve d'un haut degré de compétence dans les questions techniques et de gestion liées à la fonction. Le titulaire doit faire preuve d'une aptitude avérée à élaborer et à promouvoir des approches en collaboration et de mise en œuvre des activités conjointes par les partenaires géographiquement et culturellement différents.
- b) **Communication** : Efficacité dans la communication (orale et écrite) et la présentation, y compris capacité à défendre et à expliquer des problèmes et des positions difficiles au personnel et aux hauts fonctionnaires ; Solides compétences conceptuelles et ouverture au partage de l'information.
- c) **Esprit d'équipe** : Aptitude à établir et entretenir des partenariats et des relations de travail efficaces aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur dans un environnement multiculturel et multiethnique avec sensibilité et respect de la diversité, y compris la parité hommes-femmes ;
- d) **Planification et organisation** Aptitude à définir des objectifs de programme clairs et conformes aux stratégies arrêtées ; Capacité à identifier les activités prioritaires et déléguer, surveiller et ajuster de manière appropriée les plans et les actions.
- e) **Qualités de chef** Capacité à élaborer des politiques et stratégies pour atteindre les objectifs et s'investir dans le changement et le progrès ; Capacité à doter les autres des atouts nécessaires pour traduire la vision en résultats ; Capacité à diriger, superviser, encadrer, développer et évaluer le personnel de manière efficace ; Une aptitude à diriger une équipe dans les efforts interdisciplinaires ainsi que des compétences avérées en gestion et organisation sont essentielles.

5- Autres aptitudes pertinentes :

- Excellentes aptitudes en matière de rédaction et d'établissement de rapports ;
- Excellentes compétences en présentation orale et écrite ;
- Excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Une connaissance avérée de l'écosystème de l'Union africaine est souhaitable ;
- Capacité à travailler en étroite coopération avec les parties prenantes internationales.

6- Aptitudes en relations interpersonnelles :

- Capacité de planification et d'organisation du travail ;
- De bonnes aptitudes dans le domaine des relations interpersonnelles et en communication ;
- Aptitudes à la résolution de problèmes ;
- Capacité à établir et à entretenir d'excellentes relations de travail à tous les niveaux dans un environnement multiculturel ;
- Conscientieux de l'importance des résultats et de la qualité ; sens de la responsabilité.

7- Réalisations attendues

Les résultats de haut niveau qu'espère réaliser l'Initiative, à travers les interventions spécifiques de l'équipe du projet, sont les suivants :

Livrable 1 : Renforcement et coordination de la participation active des parties prenantes africaines aux forums mondiaux sur la gouvernance de l'internet ;

Livrable 2 : Promotion de la création de Forums nationaux sur la gouvernance de l'Internet dans les États membres africains qui n'ont pas de FGI nationaux et soutien aux derniers ;

Livrable 3 : Renforcement des FGI régionaux et continentaux (africains) ;

Livrable 4 : Renforcement des capacités des États membres à négocier des différends juridiques et politiques liés à la gouvernance de l'Internet aux niveaux régional et international ;

Livrable 5 : Renforcement des capacités en matière de gouvernance de l'Internet pour différents groupes de parties prenantes africaines.

8- Qualifications et expérience professionnelle requises

Le candidat doit être titulaire d'un Master universitaire en télécommunications, informatique, réglementation ou dans un domaine similaire, avec 7 ans d'expérience professionnelle pertinente acquise progressivement en tant que spécialiste ou expert.

Ou

Il doit être titulaire d'une Licence universitaire en télécommunications, informatique, réglementation ou dans un domaine similaire, avec 10 ans d'expérience professionnelle pertinente acquise progressivement, dont 7 ans en tant que spécialiste ou expert.

- Une connaissance approfondie des cadres politiques et réglementaires en matière de TIC, en particulier dans le secteur de la gouvernance de l'Internet en Afrique ;
- Une connaissance de la mise en place d'initiative nationale ou régionale sur la gouvernance de l'Internet est exigée ;
- Une vaste expérience des exigences relatives à la mise en place de structures multipartites aux niveaux national et régional, particulièrement en Afrique et une grande compréhension des défis et des opportunités du continent seraient un atout.
- Une expertise en gestion de projet est essentielle.
- Le candidat doit être titulaire d'au moins 10 ans d'expérience pertinente dans le secteur des TIC, dont au moins 5 ans dans le domaine de la politique et de la réglementation publiques sur la gouvernance de l'Internet, avec une attention particulière au renforcement des capacités institutionnelles en matière de gouvernance de l'Internet auprès de différents groupes multipartites ;
- Une connaissance approfondie avérée et une expérience de travail avec des acteurs internationaux et des gouvernements africains en particulier ;
- Une bonne connaissance de l'UA serait un atout.
- Une affiliation antérieure ou actuelle avec une institution ou organisation réputée dans le domaine de la gouvernance de l'Internet serait un atout.

1. Connaissance des langues

La compétence dans l'une des langues de travail de l'Union africaine (anglais, français, arabe ou portugais) est requise. La maîtrise du français et de l'anglais serait un atout.

2. Durée du contrat

La désignation sera sur la base d'un contrat à durée déterminée pour une période de deux ans, dont les six premiers mois seront considérés comme une période de probation. Le contrat pourra ensuite être renouvelé tous les ans sous réserve de performances satisfaisantes et de la disponibilité des fonds.

3. Égalité de chances

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

4. Rémunération :

Le salaire correspondant à cette fonction est une somme forfaitaire annuelle de 96 921,34 \$ EU (P3 Échelon 5), toutes indemnités incluses, pour les fonctionnaires internationaux de la Commission de l'Union africaine et de 78 461,08 \$ EU, toutes indemnités incluses, conformément pour les fonctionnaires locaux de la Commission.

Comment soumettre sa candidature

Les dossiers de candidature, qui doivent parvenir à la Commission au plus tard le 22 July 2019, sont à envoyer à l'adresse du Site de recrutement en ligne de la Commission de l'UA

<http://www.aucareers.org>

1. Joindre un curriculum vitae détaillé et à jour, avec la liste de 3 références qui connaissent bien l'expérience professionnelle du candidat. Veuillez fournir les coordonnées (numéros de téléphone, adresse électronique).
2. Une copie du passeport valide.
3. Copies certifiées conformes des diplômes ou certificats universitaires, le cas échéant (au plus 5 documents au format PDF, et ne dépassant pas 1 Mo).
4. Sachez que seuls seront retenus les dossiers de candidature dûment remplis.
5. Seuls les candidats présélectionnés feront l'objet d'une notification.

Les candidatures déposées font l'objet d'une sélection automatisée selon les critères d'évaluation publiés de l'Avis de vacance de poste et sur la base des informations fournies par les candidats. Concernant les exigences de l'Avis de vacance de poste, les candidats doivent fournir des informations complètes et exactes relatives à leurs qualifications, y compris leur formation, leur expérience professionnelle et leurs connaissances linguistiques. Chaque candidat doit garder à l'esprit que tout dépôt de candidatures incomplètes ou incorrectes peut les rendre irrecevables dans le cadre du poste vacant. Une sélection et une évaluation des candidatures seront effectuées en fonction des informations fournies. Une fois déposées, les candidatures ne peuvent pas être modifiées. Les personnes dont la candidature est retenue pour la sélection feront l'objet d'une procédure de vérification des références afin de s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans la candidature.

Direction de l'Administration et de la Gestion des Ressources humaines
Commission de l'Union africaine

Type de contrat

Contrat à durée déterminée

Taux d'activité

Temps plein

Établissement

Headquarters